



HAL
open science

L'histoire des Philippines espagnoles, entre histoire et mémoire

Helene Goujat

► **To cite this version:**

Helene Goujat. L'histoire des Philippines espagnoles, entre histoire et mémoire. Les réélaborations de la mémoire dans le monde luso-hispanophone, May 2009, Nancy, France. pp.491-499. hal-03121790

HAL Id: hal-03121790

<https://univ-angers.hal.science/hal-03121790v1>

Submitted on 26 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Nancy 2

«Culture et histoire dans le monde luso-hispanophone »

Les réélaborations de la mémoire dans le monde luso-hispanophone.

29 et 30 mai 2008

L'histoire des Philippines espagnoles, entre histoire et mémoire

HÉLÈNE GOUJAT

Université d'ANGERS

Cette communication est une version remaniée et approfondie d'une étude récemment menée et s'inscrit dans la perspective d'une recherche plus large qui porte sur le lien colonial tel qu'il a été tissé dans les anciennes possessions espagnoles, et sur l'expression de sa mémoire à partir du début de l'ère postcoloniale jusqu'à nos jours. Agrégé au vaste panorama qu'offrent les diverses républiques sud-américaines et caribéennes nées des décombres de l'empire espagnol, l'archipel asiatique des Philippines —quoiqu'il présente certaines similitudes avec l'aventure postcoloniale vécue à Porto Rico— mérite résolument une attention toute particulière. La question du binôme colonialisme / postcolonialisme et du traitement mémoriel qui en résulte est en effet complexe car à double entrée, au vu des deux formes successives de gouvernement colonial radicalement distinctes qui y ont été mises en place.

C'est donc bien l'entreprise coloniale globalement parlant qu'il faut embrasser. On touche bien sûr ici à la fameuse question de la réactivation de la « mémoire », phénomène très à la mode actuellement, ainsi que de ses diverses modalités d'approche. La mémoire de la colonisation, et de façon plus aiguë encore celle de l'esclavage, ont été récemment et

restent aujourd'hui l'enjeu de débats passionnés, plus souvent —et à tort, me semble-t-il—, animés par des politiques que par ceux dont c'est le métier, c'est-à-dire les historiens. Les polémiques qui en ont découlé n'ont toutefois pas été toujours vaines et stériles car elles ont fourni l'occasion d'une salutaire remise à plat des éléments fondamentaux de l'entreprise coloniale, quelle qu'ait été la métropole de départ, en obligeant à un réexamen des critères parfois hâtivement considérés comme infaillibles.

A ce titre, on a aussi entendu parler de désintégration de sociétés sous le poids du joug colonial, d'atomisation de cultures qui ont volé en éclats avec l'arrivée d'Occidentaux prompts à provoquer dissensions et divisions chez les peuples soumis afin d'asseoir le plus efficacement possible leur domination sur eux. Sauf à brocarder quelque peu les efforts et l'ingéniosité déployés par les Espagnols dans ce domaine précis, on peut penser qu'ils eurent la partie bien belle aux Philippines, où les forces telluriques donnent l'impression avoir si amplement secondé leurs desseins. L'espace apparaît en effet passablement désarticulé, formé de 7107 îles et îlots, peuplé de gens qui parlent plus de 70 langues et dialectes, regroupées en huit grandes familles, sans que les aires linguistiques, voire culturelles, correspondent forcément aux aires géographiques.

Bien que ce soit à cette mosaïque pluridimensionnelle que les Espagnols XIV^e siècle se trouvèrent naturellement confrontés, les attaques les plus virulentes formulées à l'encontre de la domination espagnole aux Philippines ont souvent trait à l'application jugée éhontée du fameux principe du « diviser pour mieux régner ». Il ne s'agit pas pour nous, bien entendu, de nier que les Espagnols aient usé de cette stratégie coloniale, d'ailleurs des plus classiques dans quelque aire coloniale que ce soit, mais de souligner, dans un premier temps, qu'il est parfois des situations coloniales qui échappent résolument aux schèmes élaborés par une mouvance historiographique plus encline à porter un jugement sur le passé qu'à chercher à le *comprendre*, ce qui constitue pourtant la première exigence faite au travail de l'historien.

Aussi ma démarche, qui se veut héritière d'une école historique et philosophique qui a fait de l'activité méthodique le plus sûr chemin vers l'objectivité, loin d'avoir pour ultime objectif d'aboutir à un rejet en bloc de la faute sur *la situation coloniale*, implique-t-elle plutôt un examen approfondi de celle-ci, tant il me semble qu'elle mérite d'être mieux étudiée et décortiquée. Mais il faut pour cela, comme le signale si justement Antoine Prost, résister à l'air du temps qui fait « que nos contemporains demandent une histoire mémorielle identitaire, une histoire qui les divertissent du présent sur laquelle ils puissent s'attendrir, ou s'indigner ».

Or, le récit du passé colonial s'écrit souvent et schématiquement en fonction de deux axes : la compassion envers les colonisés, assortie de l'indignation envers les colonisateurs et la politique coloniale qu'ils mirent en place, dont l'un des principaux ressorts était, comme nous l'avons dit, la division de la société colonisée. Au premier écueil que nous avons indiqué plus haut —et qui tient à ce que le cas philippin s'accommode difficilement des cadres normatifs de la grande geste de l'histoire coloniale mondiale— en voilà donc un second, qui renvoie au brouillage de l'intelligence des faits et à la déformation des analyses, qui résulte de l'application d'une grille de lecture relevant davantage de la passion que de la raison.

Les prérequis méthodologiques ainsi posés, mon hypothèse de recherche est la suivante : la domination coloniale espagnole, au lieu d'avoir conduit la société philippine à une situation de désintégration paroxystique —dont le résultat serait, aujourd'hui encore, plus que patent—, n'aurait-elle pas, bien au contraire, et de façon beaucoup plus complexe, permis une sorte d'unification de l'archipel ?

Ce à quoi cette question renvoie fondamentalement, et nous y reviendrons à la fin de notre étude, c'est à la fameuse dichotomie si brillamment décrite par Pierre Nora, entre la *mémoire*, « [qui] est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel », et l'*histoire*, qui est « une représentation du passé », et qui pour cela ne saurait être jugée à l'aune des paramètres référentiels actuels, qui ouvrent la porte aux critères d'ordre affectif et *in fine* dévoient l'analyse historique.

On aura compris que mon but ne sera pas de sacrifier à la tradition historiographique dont l'un des fonds de commerce est de livrer l'entreprise coloniale espagnole à la vindicte, en énumérant une liste scrupuleuse de l'ensemble des conséquences néfastes que la politique coloniale a forcément et évidemment engendré. Cependant, les exemples sont légion qui montrent que les autorités coloniales promettaient et offraient aux chefs indigènes et à l'ensemble de la *Principalía* des récompenses, des charges honorifiques, des avantages et des dispenses — du tribut et des corvées notamment. Le résultat de l'analyse de ces données, recueillant un nombre important de privilèges et de prérogatives accordés à la frange prééminente de la population indigène est certainement fiable. Sans doute est-il recevable de déduire que les services ainsi rendus par l'élite indigène philippine aux autorités espagnoles ait permis que l'ordre colonial dure plus de trois siècles dans le Pacifique, et que c'est ainsi que s'explique aussi que la Révolution Philippine n'ait pas eu lieu avant la fin du XIX^e siècle, alors que les autres colonies d'Amérique —à l'exception de Cuba et de Puerto Rico—

avaient secoué le joug colonial depuis près de 70 ans.

Il ne me revient pas de me prononcer sur ces faits historiques et d'éventuellement exprimer le regret que les Philippines, Cuba et Puerto Rico, n'aient accédé à l'indépendance qu'en 1898, ou que la révolution dans la Caraïbe et le Pacifique se soit produite si tard ou peut-être trop tard. L'essentiel est ailleurs me semble-t-il, et me fait penser à un jugement émis par l'écrivain philippin José Rizal à travers l'un de ses personnages de son roman *El Filibusterismo* :

Notre mal nous ne le devons qu'à nous-mêmes, ne rejetons la faute sur personne. Si l'Espagne nous voyait moins complaisants avec la tyrannie et plus disposés à lutter et à souffrir pour défendre nos droits, elle serait la première à nous donner la liberté. [...] Tant que le peuple philippin n'aura pas assez d'énergie pour proclamer, le front haut et la poitrine nue, son droit à la vie sociale et à le garantir par son sacrifice, avec son propre sang ; tant que nous voyons nos compatriotes, dans leur vie privée, avoir honte d'eux-mêmes, entendre la voix rugissante de leur conscience qui se rebelle et proteste, et, dans la vie publique, se taire, faire chorus avec celui qui abuse pour se moquer de l'abusé ; tant que nous les voyons s'enfermer dans leur égoïsme et louer avec un sourire forcé les actes les plus iniques, mendiant avec les yeux une partie du butin, pourquoi leur donner la liberté ? Avec l'Espagne et sans l'Espagne, ils seraient toujours les mêmes, et peut-être mêmes pires ! Pourquoi l'indépendance si les esclaves d'aujourd'hui doivent être les tyrans de demain ? Et ils le seront sans doute parce que celui qui se soumet à la tyrannie l'aime ! [...] Pourquoi donner au fiancé une épouse s'il ne l'aime pas assez, s'il n'est pas prêt à mourir pour elle ?.

Si je me suis un peu attardée sur cette citation de Rizal, c'est parce qu'elle me semble doublement intéressante. Tout d'abord, elle met en pièces le poncif de la vision « rousseauiste » de l'indigène bon par essence, désintéressé et toujours victime, face au colonisateur nécessairement mauvais, et l'on peut penser ici à la réflexion menée par Godelier, quand il explique comment les dominés participent eux-mêmes du processus de domination qu'ils subissent.

Par ailleurs, ce qui ne manque pas d'intérêt non plus, et que l'on peut déduire de la citation, c'est la propension assez répandue chez les indigènes à imiter les Espagnols, à vouloir être et se comporter comme étaient et se comportaient les Espagnols. Si on met à part l'aspect hypocrite que renferme le reproche que Rizal adresse à son peuple, il reste la volonté des Philippines de se rapprocher de la classe dominante, de recevoir le même enseignement que celui qui était impartie aux enfants d'Espagnols, de manier les mêmes outils, et pas seulement les outils agricoles, mais aussi les outils intellectuels qui étaient l'apanage des peuples

colonisateurs.

D'où le grand avantage que la société philippine ait compris une classe de *Principales*, si favorisée par les Espagnols, mais qui dut lutter pendant trois siècles pour pouvoir parler espagnol —on sait à quel point cela fut difficile dans un contexte tel que celui des Philippines, livrées à la puissante *frailocratie*—, et pour envoyer ses enfants en Europe afin qu'ils y poursuivent les études commencées à Manille. C'est ainsi que les jeunes Philippins qui avaient suivi les enseignements des jésuites à l'Ateneo de Manille et des dominicains à l'université de Santo Tomas, et qui continuèrent leur chemin ensuite dans les universités européennes de Madrid, Paris, Londres, ou d'Hong Kong, ne parvinrent pas seulement à maîtriser plusieurs langues, mais s'imprégnèrent aussi d'idées et de concepts qui allaient les préparer à envisager l'avenir pour leur propre patrie.

L'avance socio-économique et intellectuelle que l'élite indigène avait atteinte ne pouvait que conduire ses membres à réclamer et à obtenir, à grand peine mais fort légitimement, une adéquation politique. C'est là que réside la singularité du phénomène colonial en ce sens qu'il portait en lui les germes de sa propre destruction, puisque *volens volens* les peuples colonisateurs ont éduqué les peuples qu'ils avaient soumis, en leur dévoilant quels étaient les principes politiques au moyen desquels on les gouvernait, et ce indépendamment du fait qu'ils fussent devenus *in fine* des modèles ou des contre-modèles. A ce propos, on sait à quel point le *Mouvement de la Propagande*, dirigé dans le dernier tiers du XIX^e siècle depuis l'Espagne par les jeunes réformistes philippins, critiqua et rejeta la tendance régionaliste très en vogue dans la Péninsule, parce qu'elle constituait pour eux un obstacle à la formation de la nation en général, et à celle de la nation philippine en particulier : « Le régionalisme n'a aucune raison d'être de nos jours, parce qu'il représente l'immobilisme, l'isolement des langues et par conséquent, des idées ».

Au-delà de l'incontestable acuité que révèle la teneur de ce jugement porté sur la vie politique espagnole, le plus intéressant pour nous réside dans le fait que ceux qui s'exprimaient ainsi étaient des jeunes eux-mêmes originaires d'un pays géographiquement, culturellement et linguistiquement morcelé, et que chacun d'entre eux était issu d'un groupe ethnique distinct de celui des autres. S'ils avaient pu prendre un tel recul, c'était justement parce qu'ils ne se considéraient plus que comme *originaires* ou *issus* de telle ou telle île des Philippines, et qu'ils avaient dépassé cette fragmentation originelle dans laquelle, nous le reconnaissons volontiers, le pouvoir colonial espagnol avait contribué à les confiner. Un grand pas avait été franchi depuis l'époque, pourtant peu éloignée dans le temps, à laquelle Sir John Bowring avait visité les Philippines et émis l'avis suivant : « [...] si l'on met à part

les liaisons établies par et pour leurs maîtres, les différentes îles ont peu ou pas de relations entre elles. Les Tagals et les Visayas n'ont pas d'affinités entre eux ».

Sans doute n'en eurent-ils pas jusqu'à ce que ces jeunes intellectuels en butte au pouvoir colonial espagnol unissent leurs forces et leurs talents afin de présenter des revendications communes et applicables à l'ensemble d'une aire géographique devenue à leurs yeux une patrie, leur patrie. Dès lors, on peut considérer que le processus de formation de la conscience nationale philippine était enclenché, au point où Rizal, qui exhorta quelques années plus tard dans sa *Liga Filipina* à « l'union de tout l'archipel en un corps compact, vigoureux et homogène », put écrire à son ami l'ethnologue autrichien Blumentritt : « Les amis qui publient dans notre journal de Madrid sont descendants d'Espagnols, de Créoles, de Métis et de Malais, mais nous nous appelons tous Philippins ».

Voilà une bien belle illustration de la réappropriation identitaire que menèrent ces jeunes intellectuels en se désignant comme « Philippins », alors que ce terme renvoyait, à l'origine, aux seuls Espagnols installés aux Philippines. Cependant, si ce processus de maturation politique s'est forgé contre le pouvoir colonial espagnol, on ne peut nier qu'il se soit aussi construit avec lui et, dans une certaine mesure, grâce à lui. On peut dire que si à la fin du XIX^e siècle, les Philippins avaient une notion si claire de ce qu'ils pouvaient exiger, en tant qu'individus et en tant que peuple, il le devaient, en grande partie, à l'enseignement qu'ils avaient reçu des Espagnols, et plus précisément encore de l'influence de la doctrine chrétienne et des principes qui leur avaient été inculqués quant à la nature, le destin, et le libre arbitre dévolu aux hommes.

Autrement dit, le mouvement nationaliste du XIX^e siècle a été le signe de la maturité des Philippins en tant que peuple, idéologiquement et politiquement, et si ce mouvement a débouché sur la violence tragique de la Révolution c'est parce que, très certainement, l'Espagne, ou plutôt les militaires espagnols, se sont obstinés à considérer les Philippins comme s'ils étaient restés des enfants, alors qu'ils avaient cessé de l'être. Ils n'étaient plus des enfants parce qu'ils avaient appris, grâce à l'Espagne, les droits et les devoirs propres à la maturité. Sans doute est-ce en ce sens qu'il faut comprendre Manuel Quezón quand il s'exprima en ces termes : « [...] nous devons à l'Espagne les fondements de notre unité nationale ». On peut gloser à loisir sur la recevabilité de la reconnaissance en si haut lieu que le colonialisme espagnol ait été à l'origine de la nation philippine. La question est effectivement ouverte, mais le véritable intérêt de cette déclaration me paraît résider en ce qu'elle pose clairement, selon la formule empruntée à Régis Debray, le fait que « fonder une nation c'est lui donner une mémoire collective ». Quezón a ainsi ajouté une pierre décisive à

l'édifice construit par Rizal et ses *colegas* propagandistes, en menant une réflexion que ces derniers n'avaient objectivement pas pu élaborer, car pris dans un rapport trop affectif aux effets du colonialisme tels qu'ils les avaient eux-mêmes vécus, trop happés par la *mémoire*, et pas assez guidés par l'*histoire*. Or, comme l'indique Pierre Nora :

« Mémoire, histoire : loin d'être synonymes, nous prenons conscience que tout les oppose.[...] La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel ; l'histoire, une représentation du passé. Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que des détails qui la confortent ; elle se nourrit de souvenirs flous, télescopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques, sensible à tous les transferts, écrans, censure ou projections. L'histoire, parce qu'opération intellectuelle et laïcisante, appelle analyses et discours critique. La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire l'en débusque, elle prosaïse toujours. La mémoire sourd d'un groupe qu'elle soude, ce qui revient à dire, comme Halbwachs l'a fait, qu'il y a autant de mémoires que de groupes ; qu'elle est, par nature, multiple et démultipliée, collective, plurielle et individualisée. L'histoire, au contraire, appartient à tous et à personne, ce qui lui donne vocation à l'universel. La mémoire s'enracine dans le concret, dans l'espace, le geste, l'image et l'objet. L'histoire ne s'attache qu'aux continuités temporelles, aux évolutions et aux rapports des choses. La mémoire est un absolu et l'histoire ne connaît que le relatif ».

A la lecture de ce passage, aussi lumineux que limpide, l'affaire pourrait être considérée comme définitivement close. Cependant, comme Dominique Soucy, de l'université de Besançon, me l'a très judicieusement fait remarquer lors du colloque organisé à Nancy —confirmant bien par là que la recherche historique ne s'entend que sans cesse remise sur le métier—, François Dosse propose une intéressante voie médiane qui consiste à « éviter l'impasse à laquelle conduit une trop grande séparation, mais aussi le recouvrement des deux notions ».

Je me réjouis personnellement de ce que ce passionnant débat ait été ainsi ouvert, et quoique je sois parfaitement consciente qu'une question aussi épineuse ne puisse être tranchée hâtivement et réclame de notre part une réflexion approfondie, il me semble toutefois que l'on puisse être en mesure de formuler pour le moment que *la mémoire a un rapport à la fidélité*, tandis que *l'histoire a un rapport à la vérité*. Tenir compte de cette première avancée est à mon avis d'importance pour qui veut travailler sur un thème tel que le fait colonial, dont l'essence reste inaccessible si s'instaure une trop grande confusion entre histoire et mémoire.

